

Une même attachée
de presse pour la
direction de Renault
... et la CGC !

l'étincelle

Diesel : 300 €
d'économies qui
finissent par
coûter cher

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 12 avril 2016

De nuit et de jour : travailleurs, debout !

François Fillon est « choqué ». Est-ce par la fraude fiscale à Panama ? Par le salaire de Tavares, PDG de PSA, qui a doublé en un an à 14 500 € par jour ? Par la loi El Khomri, que le gouvernement maintient malgré l'opposition de l'immense majorité de la population ? Pas du tout. Il se dit « choqué » que les manifestations de Nuit debout ne soient pas évacuées par la police au nom de l'état d'urgence.

« De l'argent, il y en a dans les poches du Panama »

Le patronat se croit tout permis et les politiciens, de gauche comme de droite, rivalisent de servitude pour effacer ses moindres contrariétés. Valls envoie sa police frapper des adolescents et gazer les manifestants. Fillon et les Républicains proposent de faire « place nette » pour l'exploitation. Tous rêvent de nous imposer une véritable dictature du capital.

Ils n'ont pas honte, après que les « Panama papers » ont révélé une partie de la grande délinquance, celle des riches. Au contraire, ils inventent des niches et crédits d'impôt pour rendre la fraude parfaitement légale. Quant à la loi dite « Travail », elle vise à légaliser les infractions des patrons en leur permettant de licencier contre une bien maigre indemnité en cas d'illégalité.

Patronat et gouvernement se sentent les mains libres et multiplient les attaques contre les travailleurs : avec la loi Travail, avec le « décret socle » qui impose aux cheminots plus de flexibilité et moins de jours de repos, avec le plan Hirsch, qui supprime emplois et jours de RTT dans les hôpitaux parisiens. Toutes ces attaques se ressemblent, il faut nous assembler pour nous y opposer.

La colère est toujours là

Nous étions nombreux dans la rue le 9 mars, le 31 mars contre la loi Travail. Parce qu'il y a eu un peu moins de monde le 9 avril, les médias voudraient déjà enterrer la mobilisation. Mais la colère est toujours là. Les étudiants et lycéens s'organisent en assemblées générales, rendent visite aux salariés. Tout le monde se sent concerné. Chez les cheminots, nombreux sont ceux qui veulent en découdre et posent le problème de la grève reconductible.

Pourtant, parmi les travailleurs, il y a beaucoup d'indignation, mais aussi beaucoup d'hésitations. Car les luttes localisées et dispersées de ces dernières années ont été difficiles et chacun se sent isolé sur son lieu de travail. Mais l'isolement n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, un choix se pose à nous : soit attendre que d'autres mènent la lutte pour nous, soit nous donner une chance de gagner en nous organisant pour étendre la mobilisation. Alors que le gouvernement fait l'unanimité contre lui, il est possible d'inverser le rapport de forces.

A chacun de nous de préparer la suite

Les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril. Il faudra nous en saisir et y être le plus nombreux possible. Mais des journées espacées ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. Sans attendre cette nouvelle journée, il faut faire comme les étudiants, organiser des comités de mobilisation, coordonner les équipes qui veulent préparer sérieusement la lutte. Ces équipes existent, comme le montre le succès de la Nuit debout. Elles doivent s'adresser à leurs collègues pour entraîner ceux qui sont hésitants.

En 1968, les étudiants avaient donné le coup d'envoi, mais c'est la grève générale qui avait fait peur à un gouvernement que l'on disait « fort », obligeant même De Gaulle à se carapater en Allemagne. C'est cette trouille des travailleurs qu'il faut faire renaître au sein du patronat et de son gouvernement. Le patronat n'a qu'une crainte, c'est que les travailleurs décident de ne plus l'enrichir. Eh bien imposons-lui le recul qu'il mérite, faisons-lui avaler son mépris et sa loi indigne.

Le monde pourra changer quand les travailleurs relèveront la tête !

La patate chaude

La direction de Renault nie maintenant avoir demandé au patron d'EuroDécision de mettre dehors un de ses salariés travaillant au TCR pour avoir envoyé un mail aux syndicats de Renault. « *Dans la vidéo qui circule sur Internet, l'employeur du jeune homme tient des propos mensongers, en disant qu'il a agi sur ordre de Renault* », selon les propos de l'attachée de presse de Renault rapportés par Médiapart. « *Nous lui avons seulement signalé que son employé contrevenait à la charte d'utilisation informatique du groupe* ». La direction de Renault, prise la main dans le sac, veut faire porter le chapeau à une petite société de prestation. Au nom de la charte de bonne conduite sûrement !

Carlos Ghosn Company (CGC)

Le site d'information Médiapart raconte qu'une de ses journalistes a essayé en vain de joindre au téléphone et par mail, les deux élus CFE-CGC du Technocentre destinataires du mail envoyé par un prestataire et qui lui a valu d'être viré. Mais elle a eu la surprise de recevoir, 20 mn après, un appel de l'attachée de presse de la direction de Renault, Alejandra Kaufman : « *Je vous appelle au sujet de votre e-mail envoyé à deux personnes de Renault au sujet de cette affaire liée à Merci patron et à un ancien prestataire* » s'est-elle expliquée, ne cachant pas non plus que la direction de Renault « *avait été alertée par l'un des destinataires du mail [envoyé par le prestataire] qui trouvait son contenu fort de café.* » Conclusion : si vous voulez joindre la direction de Renault, contactez la CGC : c'est plus rapide.

Quand TCR rime avec prestataires

Fin 2015, 3044 prestataires travaillaient au Technocentre contre moins de 9000 Renault, soit plus de 25 % de l'effectif total du TCR !

Des prestataires qui ont souvent de moins bonnes conditions de travail, qui galèrent pour leur badge et à qui on voudrait maintenant interdire de contacter les syndicats. Mais qui se rebiffent aussi pour avoir été virés pour un simple mail. Prestataires, mais pas prêts à se taire !

La sous-traitance des accidents

Mardi 5 avril, un salarié de Cofely affecté à la Centrale du Technocentre a été victime d'un grave accident de travail alors qu'il intervenait dans une galerie technique souterraine. Il s'est fait une fracture ouverte à une jambe en tombant. Heureusement, il n'était pas seul et un collègue a pu alerter les secours. A la Centrale, externalisée en 2014, comme ailleurs, les prestataires réalisent souvent les tâches les plus dures et ingrates. Une façon pour la direction de Renault, qui ne cesse de faire pression sur les coûts de prestation, d'externaliser les risques.

Le CRP entre show... et froid

300 salariés du Manufacturing Monde, dont de nombreux directeurs, étaient présents mercredi dernier au Technocentre pour une convention avec remise d'Awards, petits fours et visite des Protos. Les salariés du CRP, transformés en intermittents du spectacle, ont été priés de se tourner les pouces les deux jours précédents afin que l'activité soit intense lors de la visite. Quant au port des chaussures de sécurité obligatoire, les membres de la Convention Manufacturing en ont été exemptés. La direction est pourtant si sourcilieuse d'habitude avec la sécurité...

Des objectifs pas tous sur leur 31

Certains chefs ont mis la pression pour faire signer les objectifs individuels avant le 31 mars. D'autres n'ont pas mis le 31 comme ultimatum, voire n'ont pas encore commencé les objectifs. La preuve qu'on peut vivre sans... et que les chefs ne sont pas obligés d'avoir le doigt sur la couture du pantalon à chaque ordre venu d'en haut.

Horaire variable, salaire plafonné

Plus de 17 000 heures de travail ont été écartées des compteurs Horaires Variables au 31/12/2015. Ce qui représente 2 400 jours de travail, ou environ 5h par salarié concerné par le pointage. Autant de perdu pour les salariés, et de gagné pour Renault !

Le coup de la compétitivité : saison 2

Un nouvel accord compétitivité est en passe d'être imposé par Renault en Espagne. Le nombre de samedis et dimanches travaillés est porté à 20 par an. Les salariés devront aussi travailler 4 jours de plus (dont 3 « *jours de compétitivité* » imposés en cas de besoin), ainsi que le week-end au « *volontariat* ». Côté salaires, c'est vache maigre : +3,5 % sur 4 ans. Les usines espagnoles font pourtant du profit, mais ce n'est jamais assez pour Ghosn et ses actionnaires.

Le coût de la réduction des coûts

Auditionné de nouveau par la Commission Royal, Gascon parle sur *Declic* de « *marges de progressions possibles en matière d'émissions* ». Renault s'engage à recalibrer les véhicules ramenés dans le réseau, en attendant d'intégrer le procédé SCR, déjà choisi par PSA, et évalué à 300 € par véhicule. Une économie qui a coûté cher à Renault... et à la santé de tous.

Séance de rattrapage

Selon sa directrice, la Répression des fraudes a déclenché des perquisitions au Technocentre, à Lardy et au Siège en janvier 2016 car les explications fournies par la direction de Renault sur les niveaux d'émissions de ses véhicules n'étaient pas probantes. L'analyse des documents recueillis au cours de ces perquisitions continue et de nouvelles auditions doivent avoir lieu. Il va falloir être plus convaincant.